

**COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)**

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N°: 500-11-058530-201

DATE : Le 6 juillet 2021

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE DAVID R. COLLIER, J.C.S.

DANS L'AFFAIRE DU PLAN DE COMPROMIS ET D'ARRANGEMENT DE :

BOUTIQUE TRISTAN & ISEUT INC.

Débitrice / Demanderesse

et

MNP LTÉE

Contrôleur

ORDONNANCE RELATIVE (i) AU DÉPÔT D'UN PLAN ET À LA CONVOCATION ET LA TENUE D'UNE ASSEMBLÉE, (ii) À LA PROROGATION DE LA SUSPENSION DES PROCÉDURES ET (iii) AU TRAITEMENT DE RÉCLAMATIONS TARDIVES

- [1] **CONSIDÉRANT** la *Demande de la Débitrice pour l'émission d'une ordonnance (i) prorogeant la période de suspension des procédures, (ii) autorisant le dépôt d'un plan d'arrangement et de compromis et la convocation d'une assemblée des créanciers et (iii) autorisant le traitement de réclamations tardives* (la « **Demande** ») présentée par la Débitrice / Demanderesse Boutique Tristan & Iseut Inc. (la « **Demanderesse** ») en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. (1985), ch. C 36, dans sa version

modifiée (la « **LACC** ») et l'affidavit de Mme Lili Fortin déposé à l'appui de celle-ci;

[2] **CONSIDÉRANT** les représentations des avocats faites par vidéo-conférence lors de l'audition sur la Demande;

[3] **CONSIDÉRANT** les dispositions de la LACC;

LE TRIBUNAL :

[4] **ACCUEILLE** la Demande.

[5] **REND** une ordonnance en vertu de la LACC (l'« **Ordonnance** »), laquelle est présentée sous les intitulés suivants :

- a) Notification;
- b) Définitions;
- c) Prorogation de la période de suspension LACC;
- d) Traitement des réclamations tardives;
- e) Plan de compromis et d'arrangement;
- f) Forme des documents;
- g) Procédures de notification;
- h) Option de faire partie de la catégorie « Créanciers de commodité »
- i) Assemblée des Créanciers;
- j) Avis de cession;
- k) Avis et communications;
- l) Audience sur l'homologation;
- m) Rôle du Contrôleur;
- n) Aide d'autres tribunaux;
- o) Dispositions générales.

A. NOTIFICATION

[6] **ORDONNE** que tout délai d'avis de notification de la Demande soit par les présentes abrégé et validé, de sorte que la Demande puisse être régulièrement

entendue aujourd'hui, et **ACCORDE** par les présentes une dispense de toute autre notification de celle-ci.

- [7] **DÉCLARE** qu'un préavis suffisant de la présentation de la présente Demande a été donné par la Demanderesse aux parties intéressées.

B. DÉFINITIONS

- [8] **DÉCLARE** que les termes portant la majuscule initiale utilisés dans la présente Ordonnance sans y être autrement définis ont le sens qui leur est attribué à l'**Annexe A** des présentes. De plus, les définitions suivantes s'appliquent à la présente Ordonnance :

- a) « **Avis d'Assemblée des Créanciers et d'audience sur l'homologation** » désigne l'avis devant être donné aux Créanciers visés concernant l'Assemblée des Créanciers devant être tenue aux fins d'approbation du Plan et l'audience sur l'homologation du Plan, lequel sera substantiellement conforme au modèle reproduit à l'**Annexe C** des présentes;
- b) « **Documents d'assemblée** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe [20];
- c) « **Formulaire d'inscription** » désigne le formulaire devant être complété par les Créanciers visés afin d'assister à l'Assemblée des Créanciers, lequel sera substantiellement conforme au modèle reproduit à l'**Annexe E** des présentes;
- d) « **Lettre aux Créanciers** » désigne la lettre à l'intention des Créanciers visés, laquelle sera substantiellement conforme au modèle reproduit à l'**Annexe B** des présentes;
- e) « **Président** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe [41];
- f) « **Procuration** » désigne un formulaire de procuration et les directives sur la manière de le remplir destinés aux Créanciers visés, lesquels seront substantiellement conformes au modèle reproduit à l'**Annexe D** des présentes;
- g) « **Résolution** » désigne la résolution des Créanciers visés approuvant le Plan, laquelle sera substantiellement conforme au modèle reproduit à l'**Annexe F** des présentes; et
- h) « **Avis pour faire partie de la catégorie Créanciers de commodité** » désigne l'avis à être rempli et envoyé par un Créancier visé qui souhaite faire partie de la catégorie « Créanciers de commodité » conformément au paragraphe 3.3 du Plan, lequel sera substantiellement conforme au modèle reproduit à l'**Annexe G** des présentes.

C. PROROGATION DE LA PÉRIODE DE SUSPENSION LACC

- [9] **PROROGE** la Période de suspension (telle que définie dans l'Ordonnance initiale) jusqu'au **31 août 2021**.

D. TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS TARDIVES

- [10] **ORDONNE** et **DÉCLARE** que les réclamations suivantes (les « **Réclamations tardives** ») sont présumées avoir été déposées auprès du contrôleur MNP Ltée (le « **Contrôleur** ») avant la ou à la Date limite de dépôt des Réclamations (telle que définie dans l'*Ordonnance prorogeant la période de suspension et établissant un processus de réclamation* datée du 5 octobre 2020 (l'« **Ordonnance établissant un processus de réclamation** »)) :

Date de réception par le Contrôleur	Nom du créancier	Montant de la réclamation
19 novembre 2020	6 Telecom	3 378,90 \$
25 novembre 2020	CHR Fashion	53 815,30 \$
15 février 2021	Climatisation Refico	1 541,68 \$
6 janvier 2021	Elmer Olson	3 457,94 \$
30 avril 2021	L'Agence des services frontaliers du Canada	576 791,24 \$

- [11] **AUTORISE** le Contrôleur, en consultation avec la Demanderesse, à traiter les Réclamations tardives afin de les admettre, les réviser ou les rejeter, le tout conformément à l'Ordonnance établissant un processus de réclamation.

E. PLAN DE COMPROMIS ET D'ARRANGEMENT

- [12] **ORDONNE** que le dépôt du Plan de compromis et d'arrangement de la Demanderesse daté du 30 juin 2021, dont copie est jointe à l'**Annexe H** des présentes (dans sa version modifiée, complétée et mise à jour à l'occasion, le « **Plan** ») est accepté et que la Demanderesse est autorisée à demander l'approbation du Plan par les Créanciers visés de la manière prévue dans les présentes.
- [13] **ORDONNE** que la Demanderesse, en consultation avec le Contrôleur, soit autorisée, à l'Assemblée des Créanciers et à tout moment avant celle-ci, à modifier, à mettre à jour ou à compléter le Plan et à y apporter des suppressions, lesquels modifications, mises à jour, compléments et suppressions sont réputés faire partie du Plan et y être intégrés.

- [14] **ORDONNE** que la Demanderesse dépose dès que possible auprès de la Cour tout plan supplémentaire mentionné dans le paragraphe ci-dessus.
- [15] **ORDONNE** que la Demanderesse avise les Créanciers visés des modalités de toute modification, mise à jour ou suppression et de tout supplément lors de l'Assemblée des Créanciers, avant le scrutin visant à approuver le Plan.
- [16] **DÉCLARE** que la Demanderesse peut donner, au plus tard à l'Assemblée des Créanciers, un avis d'une modification ou d'un supplément proposé au Plan, lequel avis sera considéré comme suffisant s'il est donné aux Créanciers visés qui sont présents ou représentés par un fondé de pouvoir à cette assemblée.
- [17] **ORDONNE** qu'après l'Assemblée des Créanciers (et avant ou après avoir obtenu l'Ordonnance d'homologation), la Demanderesse puisse, avec le consentement du Contrôleur, à tout moment, modifier, mettre à jour ou compléter le Plan sans obtenir d'Ordonnance de la Cour ni donner d'avis aux Créanciers visés si le Contrôleur détermine que cette modification ou ce supplément ne cause pas de préjudice important aux intérêts des Créanciers visés aux termes du Plan ou de l'Ordonnance d'homologation et est nécessaire pour donner effet au Plan ou à l'Ordonnance d'homologation.
- [18] **DÉCLARE** que les mesures prévues dans le paragraphe précédent ne nécessitent pas de vote ni d'approbation supplémentaire de la part des Créanciers visés, ni l'approbation de la Cour.

F. FORME DES DOCUMENTS

- [19] **ORDONNE** que les modèles de (i) l'Avis d'Assemblée des Créanciers et d'audience sur l'homologation (ii) la Lettre aux Créanciers, (iii) la Procuration, (iv) le Formulaire d'inscription, (v) la Résolution et (vi) l'Avis pour faire partie de la catégorie « Créanciers de commodité » sont approuvés, et que le Contrôleur, en consultation avec la Demanderesse, est autorisé à y apporter les modifications mineures qu'il juge nécessaires ou souhaitables, notamment afin que leur contenu soit conforme aux modalités du Plan, de la présente Ordonnance ou de toute autre Ordonnance de la Cour.

G. PROCÉDURES DE NOTIFICATION

- [20] **ORDONNE** que le Contrôleur fasse envoyer par la poste ordinaire, par service de messagerie ou par courrier électronique l'Avis d'Assemblée des Créanciers et d'audience sur l'homologation, la Lettre aux Créanciers, la Procuration, la Résolution, le Formulaire d'inscription, l'Avis pour faire partie de la catégorie Créanciers de commodité, le Plan et la présente Ordonnance (collectivement, avec le Rapport du contrôleur sur le Plan qui expliquera le contenu du Plan aux Créanciers, les « **Documents d'assemblée** »), en anglais et en français, dès que possible après le prononcé de la présente Ordonnance et, dans tous les cas, au plus tard à 17 h (heure de Montréal) le **9 juillet 2021** à chaque Créancier visé

à la date de la présente Ordonnance, à l'adresse indiquée dans la Preuve de réclamation de chacun, ou à une autre adresse fournie au Contrôleur par un Créancier visé conformément au paragraphe [44] ou [47].

[21] **ORDONNE** que le Contrôleur :

- a) publie sans délai sur le Site Web une version électronique des Documents d'assemblée;
- b) envoie par courrier électronique une copie des Documents d'assemblée aux personnes inscrites sur la Liste de notification;
- c) fournisse les Documents d'assemblée à tout Créancier visé qui en fait la demande par écrit, à la condition que cette demande écrite parvienne au Contrôleur au plus tard trois (3) Jours ouvrables avant l'Assemblée des Créanciers (ou toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement).

[22] **ORDONNE** que la Demanderesse et le Contrôleur soient par les présentes autorisés à fournir tout complément d'information (des « **Renseignements supplémentaires** ») aux Documents d'assemblée que la Demanderesse juge approprié, avec le consentement du Contrôleur, et que les Renseignements supplémentaires soient diffusés ou affichés sur le Site Web et notifiés aux personnes inscrites sur la Liste de notification et soient transmis de toute autre manière que la Demanderesse juge appropriée, avec le consentement du Contrôleur.

[23] **ORDONNE** que les publications ou envois dont il est question aux paragraphes [20], [21] et [22] des présentes constituent une notification valable et suffisante des Documents d'assemblée à toutes les Personnes qui ont le droit de les recevoir et qu'aucune autre forme d'avis n'ait à être donnée et qu'aucune autre forme de notification n'ait à être faite à ces Personnes, et qu'aucun autre document n'ait à leur être notifié à l'égard de ces procédures.

[24] **ORDONNE** que la non-réception des Documents d'assemblée qui est indépendante de la volonté raisonnable du Contrôleur ne saurait constituer un manquement à la présente Ordonnance, et que la non-réception ne saurait invalider toute résolution adoptée ou toute autre procédure prise à l'Assemblée des Créanciers.

H. **OPTION DE FAIRE PARTIE DE LA CATÉGORIE « CRÉANCIERS DE COMMODITÉ »**

[25] **ORDONNE** que les Créanciers visés qui ne sont pas des Créanciers de commodité pourront choisir de faire partie de la catégorie « Créanciers de commodité » selon le paragraphe 3.3 du Plan en envoyant un Avis pour faire partie de la catégorie Créanciers de commodité au plus tard à la Date limite de remise des procurations, à défaut de quoi ils seront réputés faire partie de la catégorie des Créanciers visés aux fins des distributions prévues au Plan.

- [26] **ORDONNE** que les Créanciers visés qui ont choisi de se prévaloir de l'option de faire partie de la catégorie « Créanciers de commodité » selon le paragraphe 3.3 du Plan recevront le moindre de (A) 1 500 \$ ou (B) le montant de sa Réclamation de commodité, le tout à titre de règlement final de la ou des Réclamation(s) prouvée(s).
- [27] **ORDONNE** que les Créanciers visés qui ont choisi de se prévaloir de l'option de faire partie de la catégorie « Créanciers de commodité » selon le paragraphe 3.3 du Plan seront réputés voter en faveur du Plan conformément au paragraphe I.[37] de la présente Ordonnance.

I. ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS

- [28] **ORDONNE** que le Contrôleur est par les présentes autorisé à convoquer, à tenir et à diriger l'Assemblée des Créanciers le 5 août 2021, par vidéoconférence ou téléconférence, aux fins du vote, avec ou sans modifications, sur la Résolution approuvant le Plan et à examiner et, s'il le juge approprié, à approuver le Plan à l'endroit, à la date et à l'heure indiqués dans l'Avis d'Assemblée des Créanciers et d'audience sur l'homologation.
- [29] **ORDONNE** que les seules Personnes ayant le droit d'assister à l'Assemblée seront:
- a) les Créanciers visés, leurs représentants personnels et leurs fondés de pouvoir en vertu d'une Procuration, pourvu que dans chaque cas, cette Personne ait complété et soumis par courriel le Formulaire d'inscription requis, avant la Date limite de remise des procurations (telle que définie ci-après);
 - b) les représentants de la Demanderesse, les membres du conseil d'administration de la Demanderesse et leurs représentants, les représentants du Contrôleur, le Président et leurs conseillers financiers et juridiques respectifs;
 - c) toute autre Personne admise à l'Assemblée des Créanciers sur invitation de la Demanderesse ou du Contrôleur.
- [30] **ORDONNE** que toute Procuration qu'un Créancier visé souhaite remettre à l'égard d'une Assemblée (ou de la reprise de celle-ci en cas d'ajournement, de report ou de tout autre déplacement) doit être substantiellement conforme au modèle joint à l'**Annexe D** des présentes (ou d'une autre forme que le Contrôleur ou le Président juge acceptable).
- [31] **ORDONNE** que toute Procuration à l'égard de l'Assemblée des Créanciers (ou de toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement, de report ou de tout autre déplacement) doit parvenir au Contrôleur en conformité avec le paragraphe [47] des présentes au plus tard à 17 h (heure de Montréal) le **3 août 2021** à 17 h (la « **Date limite de remise des procurations** »), soit deux (2) Jours ouvrables

avant la date fixée pour l'Assemblée des Créanciers au paragraphe [28] des présentes. Le Contrôleur est par les présentes autorisé à juger, selon son appréciation raisonnable, si une Procuration a été remplie conformément aux exigences.

- [32] **ORDONNE** que toute Procuration dûment signée et remise désignant un représentant du Contrôleur à titre de fondé de pouvoir qui ne renferme pas d'instruction de vote indiquant si elle doit être exercée pour ou contre l'approbation de la Résolution soit réputée contenir l'instruction de voter pour l'approbation de la Résolution, à la condition que le titulaire de la procuration ne révoque pas autrement la Procuration en remettant un avis écrit au Contrôleur au plus tard à la Date limite de remise des Procurations.
- [33] **ORDONNE** que le quorum requis à l'Assemblée des Créanciers soit constitué d'un Créancier ayant une Réclamation aux fins de votation présent ou représenté par fondé de pouvoir à l'Assemblée des Créanciers. Si le quorum n'est pas atteint à l'Assemblée des Créanciers, l'Assemblée des Créanciers est ajournée par le Président et reprise au moment et à l'endroit que le Président juge appropriés.
- [34] **ORDONNE** que le Président, avec le consentement de la Demanderesse, lequel ne saurait être refusé sans motif raisonnable, soit autorisé à ajourner, à reporter ou à déplacer autrement à une ou plusieurs occasions l'Assemblée des Créanciers au moment, à la date et à l'endroit que le Président, avec le consentement de la Demanderesse, juge nécessaires ou souhaitables (sans qu'il soit nécessaire de convoquer l'Assemblée des Créanciers afin de l'ajourner, la reporter ou la déplacer). La Demanderesse, le Président ou le Contrôleur ne sont pas tenus de donner avis de l'ajournement, du report ou du déplacement de l'Assemblée des Créanciers ou de la reprise de l'Assemblée des Créanciers, selon le cas, à la condition que le Contrôleur :
- a) annonce l'ajournement, le report ou le déplacement de l'Assemblée des Créanciers ou la reprise de l'Assemblée des Créanciers aux participants lors de l'Assemblée des Créanciers si l'ouverture de l'Assemblée des Créanciers a eu lieu avant l'ajournement, le report ou le déplacement;
 - b) affiche sans délai un avis de l'ajournement, du report ou du déplacement sur le Site Web;
 - c) communique sans délai l'avis de l'ajournement, du report ou du déplacement aux personnes inscrites sur la Liste de notification. Les Procurations valablement remises à l'égard de l'Assemblée des Créanciers sont acceptées comme Procurations à l'égard de toute reprise de l'Assemblée des Créanciers ajournée, reportée ou déplacée.
- [35] **ORDONNE** que, par le vote à la majorité en nombre des Réclamations aux fins de votation des Personnes présentes et habilitées à voter à l'Assemblée des Créanciers ou par procuration, l'Assemblée des Créanciers pourra être ajournée ou ajournée de nouveau et reprise à une date, à une heure, à un endroit établis

par ces Personnes dans le cadre de ce scrutin et que, le cas échéant, aucun avis supplémentaire ne soit nécessaire.

- [36] **ORDONNE** que les seules Personnes habilitées à voter à l'Assemblée des Créanciers seront les Créanciers ayant une Réclamation aux fins de votation ou leurs fondés de pouvoir. Chaque Créancier ayant une Réclamation aux fins de votation aura droit à un vote auquel sera attribué la valeur égale à la valeur monétaire de sa Réclamation aux fins de votation.
- [37] **ORDONNE** que les Créanciers visés qui ont choisi de se prévaloir de l'option de faire partie de la catégorie « Créanciers de commodité » selon le paragraphe 3.3 du Plan seront réputés voter en faveur du Plan.
- [38] **ORDONNE** qu'une Réclamation aux fins de votation n'inclura pas de fraction et sera arrondie au montant en dollars canadiens entier le plus près.
- [39] **ORDONNE** que le Contrôleur tienne un registre distinct des voix exprimées par les Créanciers détenant des Réclamations aux fins de votation établies par le Contrôleur aux fins de votation uniquement conformément au paragraphe 15 de l'Ordonnance relative au traitement des réclamations et soumette celui-ci à la Cour au moment de la Demande d'homologation.
- [40] **ORDONNE** que les résultats des votes tenus à l'Assemblée des Créanciers lieront tous les Créanciers, qu'ils soient présents ou non ou qu'ils votent ou non à l'Assemblée des Créanciers.
- [41] **ORDONNE** qu'un représentant du Contrôleur préside chaque Assemblée des Créanciers (le « **Président** ») et, sous réserve de toute autre ordonnance de cette Cour, tranche toutes les questions relatives au déroulement de l'Assemblée des Créanciers. La Demanderesse et tout Créancier ayant une Réclamation aux fins de votation pourront en appeler d'une décision du Président auprès de la Cour dans les trois (3) Jours ouvrables de la prise de cette décision.
- [42] **DÉCLARE** qu'à l'Assemblée des Créanciers, le Président sera autorisé à demander la tenue d'un vote sur la Résolution visant à approuver le Plan et toute modification apportée au Plan conformément au paragraphe [13] de la présente Ordonnance.
- [43] **ORDONNE** que le Contrôleur pourra nommer des scrutateurs chargés de compter les présences, de s'assurer de l'atteinte du quorum et de compiler les votes à chaque Assemblée et qu'une personne nommée par le Contrôleur agira comme secrétaire à l'Assemblée des Créanciers.

J. AVIS DE CESSION

- [44] **ORDONNE** qu'aux fins de l'exercice des droits de vote à l'Assemblée des Créanciers, si un Créancier cède la totalité de sa Réclamation aux fins de votation et que le cessionnaire remet au Contrôleur une preuve, que le

Contrôleur juge satisfaisante, de sa propriété de la totalité de cette Réclamation aux fins de votation et une demande écrite au Contrôleur au plus tard à 17 h la date tombant sept (7) jours avant la date de l'Assemblée des Créanciers, ou à un moment ultérieur dont convient le Contrôleur, que le nom de ce cessionnaire sera inscrit sur la liste des Créanciers autorisés à exercer, en personne ou par procuration, les droits de vote rattachés à la Réclamation aux fins de votation du cédant à l'Assemblée des Créanciers à la place du cédant.

[45] **ORDONNE** qu'aux fins des distributions devant être effectuées aux termes du Plan, si un Créancier cède la totalité de sa Réclamation aux fins de votation à une autre Personne, ni la Demanderesse ni le Contrôleur ne seront tenus de traiter avec le cessionnaire de la Réclamation aux fins de votation en tant que Créancier à l'égard de cette Réclamation aux fins de votation à moins que le Contrôleur ait reçu du cédant ou du cessionnaire un avis de transfert ou de cession, accompagné d'une preuve satisfaisante de ce transfert ou de cette cession, au moins (5) Jours ouvrables avant toute distribution aux termes du Plan.

[46] **ORDONNE** que si le titulaire d'une Réclamation aux fins de votation, ou un titulaire subséquent de la totalité d'une Réclamation aux fins de votation qui a été reconnu par le Contrôleur comme le Créancier à l'égard de cette Réclamation, cède la totalité de cette Réclamation à plusieurs Personnes ou une partie de cette Réclamation à une ou plusieurs Personnes, cette cession ne créera pas une ou plusieurs Réclamations aux fins de votation distincte, et cette Réclamation aux fins de votation continuera de constituer une seule Réclamation aux fins de votation et d'être traitée comme telle, malgré la cession, et que le Contrôleur et la Demanderesse ne sauront, dans chacun des cas, être tenus de reconnaître la cession et auront le droit de donner des avis à l'égard de cette Réclamation aux fins de votation et de traiter autrement cette Réclamation aux fins de votation comme si elle était entière, et de donner ces avis uniquement à la dernière personne qui détenait la totalité de cette Réclamation en tant que Créancier à l'égard de celle-ci et de traiter uniquement avec cette personne, étant entendu qu'un tel Créancier pourra, en remettant un avis écrit au Contrôleur, demander que les échanges ultérieurs concernant cette réclamation, mais uniquement dans sa totalité, soient faits avec une Personne en particulier, auquel cas le Créancier ou le cessionnaire de la Réclamation entière sera lié par les avis donnés à cette Personne ou les mesures prises par cette Personne à l'égard de cette Réclamation conformément à la présente Ordonnance.

K. AVIS ET COMMUNICATIONS

[47] **ORDONNE** que les avis ou autres communications donnés aux termes de la présente Ordonnance par un Créancier visé au Contrôleur ou à la Demanderesse soient envoyés par écrit et soient valablement donnés seulement s'ils sont transmis par télécopieur, par la poste ou par courrier électronique aux numéros ou aux adresses indiqués ci-dessous :

Contrôleur : **MNP Ltée**
1155, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 2300
Montréal (Québec) H3B 3V2
Attention : Gaetano Di Guglielmo
Télécopieur : 514.932.9195
Courriel : Gaetano.DiGuglielmo@mnp.ca

Avec une copie à : **Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L.**
1000, rue de la Gauchetière Ouest
Bureau 900
Montréal (Québec) H3B 5H4
Attention : M^e Marc Duchesne et
M^e Éloïse Duplessis
Télécopieur : 514.954.1905
Courriel : MDuchesne@blg.com et
EDuplessis@blg.com

Demanderesse : **a/s Boutique Tristan & Iseut Inc.**
20, rue des Seigneurs
Montréal (Québec) H3K 3K3
Attention : Lili Fortin, Présidente
Télécopieur : 514.935.1233
Courriel : lili.fortin@tristanstyle.com

Avec une copie à : **Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L.,s.r.l.**
1155, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 4100
Montréal (Québec) H3B 3V2
Attention : M^e Joseph Reynaud et
M^e Vincent Lanctôt-Fortier
Télécopieur : 514.397.3222
Courriel : jreynaud@stikeman.com et
vlanctotfortier@stikeman.com

[48] **ORDONNE** que les documents transmis par le Contrôleur aux termes de la présente Ordonnance puissent être transmis par courrier ordinaire, par courrier recommandé, par télécopieur, par courrier électronique ou par d'autres modes de communication électronique. Un Créancier sera réputé avoir reçu un document transmis aux termes de la présente Ordonnance trois (3) Jours ouvrables après l'envoi de ce document par courrier ordinaire ou recommandé et un (1) Jour ouvrable après son envoi par télécopieur ou courrier électronique ou au moyen d'un autre mode de communication électronique. Les documents ne sauront être transmis par courrier ordinaire ou recommandé pendant une grève des postes ou un arrêt de travail généralisé.

L. AUDIENCE SUR L'HOMOLOGATION

- [49] **ORDONNE** au Contrôleur de remettre à la Cour, dès que possible après l'Assemblée des Créanciers, un rapport (le « **Rapport du contrôleur sur l'Assemblée des Créanciers** ») portant sur :
- a) les résultats des scrutins à l'Assemblée des Créanciers;
 - b) l'approbation ou non du Plan à la Majorité requise;
 - c) la compilation distincte requise par le paragraphe [39] des présentes, s'il y a lieu;
 - d) à son appréciation, toute autre question concernant la ou les demandes d'homologation du Plan déposées par la Demanderesse.
- [50] **ORDONNE** qu'en cas d'approbation du Plan à la Majorité requise des Créanciers visés, la Demanderesse soit autorisée à demander l'homologation du Plan auprès de cette Cour le ou vers le 10 août 2021 (la « **Demande d'homologation** ») ou à une date ultérieure dont le Contrôleur informera les personnes inscrites sur la Liste de notification aux termes des présentes procédures, étant entendu que cette date devra être jugée acceptable par la Demanderesse et le Contrôleur.
- [51] **ORDONNE** qu'une version électronique du Rapport du contrôleur sur l'Assemblée des Créanciers, du Rapport sur le Plan, du Rapport sur les résultats du vote, du Plan et des documents déposés à l'égard de la Demande d'homologation soit affichée sur le Site Web avant l'audience portant sur la Demande d'homologation.
- [52] **ORDONNE** que la notification de la présente Ordonnance par la Demanderesse aux personnes inscrites sur la Liste de notification, la remise des Documents d'assemblée conformément au paragraphe [20] des présentes et l'affichage des Documents d'assemblée sur le Site Web conformément au paragraphe [21] des présentes constitueront une signification et une notification valables et suffisantes de la Demande d'homologation.
- [53] **ORDONNE** qu'en cas d'ajournement de l'audience portant sur la Demande d'homologation, seules les Personnes inscrites sur la Liste de notification à la date de notification recevront un avis les informant de la date de reprise de l'audience.
- [54] **ORDONNE** que toute personne qui souhaite contester la Demande d'homologation devra notifier aux personnes inscrites sur la Liste de notification et déposer auprès de la Cour les documents à l'appui de la contestation de la Demande d'homologation au plus tard à 17 h (heure de Montréal) le 9 août 2021 ou, s'il y a lieu, quatre Jours ouvrables avant toute reprise de l'audience portant sur la Demande d'homologation ajournée ou déplacée.

M. RÔLE DU CONTRÔLEUR

[55] **ORDONNE** que le Contrôleur, outre ses droits et obligations prescrits aux termes de la LACC, de l'Ordonnance initiale et de l'Ordonnance relative au traitement des réclamations, recevra par les présentes instruction et soit par les présentes investi du pouvoir de prendre les autres mesures prévues et d'assumer les autres rôles autorisés par la présente Ordonnance.

[56] **ORDONNE** que :

- a) Dans le cadre de la mise en œuvre des modalités de la présente Ordonnance, le Contrôleur bénéficiera de l'ensemble des protections qui lui sont offertes par la LACC, l'Ordonnance initiale, l'Ordonnance relative au traitement des réclamations et toute autre Ordonnance accordée dans le cadre des présentes Procédures en vertu de la LACC ainsi qu'en qualité d'officier de la cour, y compris la suspension des procédures en sa faveur;
- b) Le Contrôleur n'engagera pas sa responsabilité et n'assumera aucune obligation dans le cadre de la mise en œuvre des modalités de la présente Ordonnance, sauf en cas de négligence grave ou d'inconduite volontaire de sa part;
- c) Le Contrôleur pourra, sans enquête indépendante, se fier aux livres et registres de la Demanderesse et aux renseignements fournis par la Demanderesse, ainsi qu'aux renseignements qu'il obtient dans le cadre de l'exercice de ses fonctions aux termes de la présente Ordonnance, et qu'il ne saurait être responsable des réclamations ou dommages-intérêts découlant des erreurs ou omissions que ces livres, registres ou renseignements peuvent comporter.

N. AIDE D'AUTRES TRIBUNAUX

[57] **DEMANDE** l'aide et la reconnaissance des tribunaux et des organismes de réglementation et des entités administratives des provinces du Canada ou aux États-Unis, des cours fédérales canadiennes et des tribunaux et organismes administratifs des autres territoires afin de donner effet à la présente Ordonnance et d'aider la Demanderesse, le Contrôleur et leurs représentants respectifs à mettre en œuvre les modalités de la présente Ordonnance. Il est respectueusement demandé aux cours, tribunaux et organismes réglementaires et administratifs de rendre les ordonnances et de fournir à la Demanderesse et au Contrôleur l'aide qui sont nécessaires ou souhaitables pour donner effet à la présente Ordonnance et d'aider cette Cour à faire appliquer les modalités de la présente Ordonnance.

O. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

[58] **ORDONNE** que les annexes suivantes fassent partie de la présente Ordonnance :

- a) Annexe A – Définitions;
- b) Annexe B – Lettre aux Créanciers;
- c) Annexe C – Avis d'Assemblée des Créanciers et d'audience sur l'homologation;
- d) Annexe D – Procuration;
- e) Annexe E- Formulaire d'inscription;
- f) Annexe F – Modèle de Résolution;
- g) Annexe G – Avis pour faire partie de la catégorie Créanciers de commodité; et
- h) Annexe H – Plan.

[59] **ORDONNE** que le Contrôleur jugera à son appréciation raisonnable le caractère adéquat des documents remplis et signés conformément à la présente Ordonnance et qu'il pourra, s'il juge que les éléments devant être prouvés aux termes de la présente Ordonnance l'ont été de manière adéquate, renoncer à la stricte conformité aux exigences de la présente Ordonnance en ce qui a trait à la rédaction et à la signature des documents.

[60] **ORDONNE** que, sous réserve de toute autre Ordonnance de cette Cour, en cas de conflit, d'incompatibilité, d'ambiguïté ou de différence entre les dispositions du Plan et de la présente Ordonnance, les modalités et dispositions du Plan auront préséance, et que toute disposition pertinente de la présente Ordonnance sera réputée avoir été modifiée dans la mesure nécessaire afin d'éliminer ce conflit, cette incompatibilité, cette ambiguïté ou cette différence.

[61] **ORDONNE** que, dans la présente Ordonnance, le singulier est inclus dans le pluriel et inversement.

[62] **ORDONNE** que le Contrôleur pourra demander à la Cour des conseils et des directives relativement à l'exercice ou à la modification de ses pouvoirs et fonctions aux termes de la présente Ordonnance.

[63] **ORDONNE** l'exécution provisoire de la présente Ordonnance nonobstant appel et sans caution.

LE TOUT, SANS FRAIS.



DAVID R. COLLIER, J.C.S

M^E JOSEPH REYNAUD
M^E VINCENT LANCTÔT-FORTIER
(STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., s.r.l.)
PROCUREURS DE LA DEMANDERESSE

M^E MARC DUCHESNE
M^E ÉLOÏSE DUPLESSIS
(BORDEN LADNER GERVAIS S.E.N.C.R.L., s.r.l.)
PROCUREURS DU CONTROLEUR

Date de l'audience : Le 6 juillet 2021

ANNEXE A DÉFINITIONS

Les termes portant la majuscule initiale utilisés dans les présentes sans y être autrement définis ont le sens qui leur est attribué dans le Plan.

« **2324** » désigne 2324-3637 Québec Inc.;

« **Administrateurs** » désigne l'ensemble des administrateurs passés et présents de la Demanderesse et les Personnes qui étaient ou sont réputées être des administrateurs de la Demanderesse en vertu des Lois applicables;

« **Assemblée des Créanciers** » désigne l'assemblée des Créanciers visés devant être convoquée aux fins du vote sur le Plan, ou toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement, tel que prévu aux termes des présentes;

« **Audience sur l'homologation** » désigne l'audience de la Cour relativement à la Demande d'homologation;

« **Avis d'Assemblée des Créanciers et d'audience sur l'homologation** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe B.[8]a) de cette Ordonnance;

« **Avis pour faire partie de la catégorie Créanciers de commodité** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe B.[8]h) de cette Ordonnance;

« **BNC** » désigne la Banque Nationale du Canada;

« **Certificat de mise en œuvre** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 7.3 du Plan;

« **Charge d'administration** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 35 de l'Ordonnance initiale;

« **Charge des Administrateurs** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 21 de l'Ordonnance initiale;

« **Conditions de mise en œuvre du Plan** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 7.2 du Plan;

« **Contrôleur** » désigne MNP Ltée, en sa qualité de contrôleur de la Demanderesse nommé par la Cour et non en sa qualité personnelle ou en sa qualité de personne morale;

« **Cour** » désigne la Cour supérieure, siégeant en chambre commerciale, dans et pour le district judiciaire de Montréal;

« **Créancier(s)** » désigne toute Personne ayant une Réclamation et peut, lorsque le contexte l'exige, inclure le cessionnaire d'une Réclamation ou un syndic, un séquestre

intérimaire, un séquestre, un séquestre-gérant, un liquidateur ou une autre Personne agissant au nom de cette Personne;

« **Créancier de commodité** » désigne un Créancier visé qui détient une Réclamation de commodité ou un Créancier visé qui a choisi de faire partie de la catégorie « Créancier de commodité » en vertu du paragraphe 3.3 du Plan;

« **Créancier garanti** » a le sens qui lui est attribué dans la LACC, mais uniquement dans la mesure où l'hypothèque, le nantissement, la charge, le gage, le privilège, la priorité ou toute autre sûreté de ce Créancier grevant les biens de la Demanderesse est valide, opposable, rendu opposable et pourrait être opposé à des tiers, notamment à un syndic à la faillite de la Demanderesse, tant à la Date d'établissement de la valeur qu'à la Date limite de dépôt des réclamations, à défaut de quoi ce Créancier garanti sera réputé être un « Créancier chirographaire » au sens de la LACC. À toutes fins en vertu du Plan, BNC, Desfort et 2324 sont des Créanciers garantis;

« **Créancier visé** » désigne un Créancier ayant une Réclamation visée, mais uniquement à l'égard et à la hauteur de cette Réclamation visée;

« **Date de dépôt** » désigne le 21 juillet 2020, date à laquelle la Demanderesse a entamé sa restructuration dans le cadre des Procédures en vertu de la LFI, lesquelles procédures ont ultérieurement été continuées dans le cadre des Procédures en vertu de la LACC;

« **Date de mise en œuvre du Plan** » désigne le Jour ouvrable où l'ensemble des Conditions de mise en œuvre du Plan ont été respectées ou ont fait l'objet d'une renonciation et où le Plan prend effet, comme le confirme le Certificat de mise en œuvre devant être déposé au dossier de la Cour;

« **Date limite de remise des procurations** » ou « **Date limite de procurations** » a le sens qui lui a été attribué au paragraphe [31] de cette Ordonnance;

« **Date limite de dépôt des réclamations** » désigne, comme il est prévu dans l'Ordonnance relative au traitement des réclamations, le 11 novembre 2020, à 17 h (heure de Montréal), ou pour le Créancier titulaire d'une Réclamation liée à la restructuration, la plus tardive de (a) le 11 novembre 2020, à 17 h (heure de Montréal) et (b) trente (30) jours suivant la date de la réception par le Créancier d'un avis de la Demanderesse donnant lieu à une Réclamation liée à la restructuration;

« **Demande d'homologation** » a le sens qui lui a été attribué au paragraphe [50] des présentes;

« **Demanderesse** » désigne Boutique Tristan & Iseut Inc.;

« **Desfort** » désigne Desfort Inc.;

« **Dettes commerciales post-dépôt** » désigne les dettes commerciales qui ont été contractées par la Demanderesse a) à l'égard de biens ou services fournis à la Demanderesse après la Date de dépôt et avant la Date de mise en œuvre du Plan ; b)

dans le cours normal des activités ; et c) en conformité avec l'Ordonnance initiale et les autres Ordonnances émises en lien avec les Procédures en vertu de la LACC;

« **Dirigeants** » désigne l'ensemble des dirigeants anciens et actuels de la Demanderesse ainsi que les Personnes qui ont été ou sont réputées avoir été des dirigeants de la Demanderesse aux termes des Lois applicables;

« **Documents d'assemblée** » a le sens qui lui a été attribué au paragraphe [20] de cette Ordonnance;

« **Employé** » désigne toute personne qui est ou était ou peut être considérée comme étant ou ayant été, en vertu de la loi ou autrement, un employé à temps plein, à temps partiel ou temporaire actuel ou ancien de la Demanderesse, autre qu'un Administrateur ou un Dirigeant, y compris toute personne en congé d'invalidité, en congé parental ou absente pour une autre raison;

« **Formulaire d'inscription** » a le sens qui lui a été attribué au paragraphe B.[8]c) de cette Ordonnance;

« **Jour ouvrable** » désigne un jour autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié (au sens de l'article 82 du *Code de procédure civile du Québec*, LRQ, c C-25.01);

« **LACC** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule;

« **Lettre aux Créanciers** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe B.[8]d) de la présente Ordonnance;

« **LFI** » désigne la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, LRC 1985, c B-3;

« **Liste de signification** » désigne la liste de signification dans les Procédures de la LACC;

« **Majorité requise** » désigne une majorité en nombre des Créanciers visés ayant des Réclamations aux fins de votation représentant au moins 66 ^{2/3} % de la valeur des Réclamations aux fins de votation des Créanciers visés qui exercent leur droit de vote (en personne ou par procuration) à l'Assemblée des Créanciers ou qui sont réputés avoir voté conformément au Plan et aux présentes;

« **Ordonnance** » désigne une ordonnance de la Cour rendue dans le cadre des Procédures en vertu de la LACC;

« **Ordonnance d'homologation** » désigne l'Ordonnance de la Cour qui sera rendue en vertu de la LACC homologuant le Plan, telle que cette Ordonnance puisse être confirmée ou modifiée par la Cour à tout moment avant la Date de mise en œuvre du Plan, sous la forme et de la teneur que la Demanderesse juge satisfaisantes, agissant raisonnablement;

« **Ordonnance initiale** » désigne l'*Ordonnance continuant les procédures de restructuration sous la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*

rendue le 20 janvier 2021 par la Cour continuant les Procédures en vertu de la LFI en Procédures en vertu de la LACC;

« **Ordonnance relative au traitement des réclamations** » désigne l'*Ordonnance prorogeant la période de suspension et établissant un processus de réclamation* rendue le 5 octobre 2020 par la Cour dans le cadre des Procédures en vertu de la LFI, dont l'application aux Procédures en vertu de la LCAA a été ordonnée *mutatis mutandis* aux termes de l'Ordonnance initiale;

« **Personne** » désigne un particulier, une société, une société à responsabilité limitée ou illimitée, une société de personnes ou une société en commandite, une association, une fiducie, un fiduciaire, un liquidateur, un exécuteur testamentaire, un administrateur de succession, un représentant personnel, un représentant successoral, une succession, une organisation non constituée en personne morale, une coentreprise, un organisme gouvernemental ou une agence gouvernementale ou toute autre entité;

« **Plan** » a le sens qui lui a été attribué au paragraphe [12] de cette Ordonnance;

« **Police d'assurance** » désigne toute police d'assurance souscrite par la Demanderesse aux termes de laquelle la Demanderesse ou tout Administrateur ou Dirigeant est assuré;

« **Président** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe [41] de la présente Ordonnance;

« **Preuve de réclamation** » a le sens qui lui est attribué dans l'Ordonnance relative au traitement des réclamations;

« **Procédures en vertu de la LACC** » désigne les procédures visant la Demanderesse qui sont introduites et continuées en vertu de la LACC;

« **Procédures en vertu de la LFI** » désigne les procédures visant la Demanderesse qui étaient introduites en vertu de la LFI;

« **Procuration** » a le sens qui lui a été attribué au paragraphe B.[8]e) de cette Ordonnance;

« **Rapport du contrôleur sur l'Assemblée des Créanciers** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe [49] de cette Ordonnance;

« **Réclamation** » désigne toute réclamation dont dispose une Personne à l'encontre de la Demanderesse en lien avec toute dette, responsabilité ou obligation de quelque nature que ce soit de la Demanderesse envers cette Personne et les intérêts ou pénalités cumulés ou les frais payables à l'égard de celle-ci, qu'elle soit liquidée ou non liquidée, fixe, éventuelle, échue ou non, contestée ou non, en droit ou en *equity*, actuelle ou future, connue ou inconnue, et qu'elle soit ou non de nature exécutoire ou anticipative, y compris le droit ou la capacité de toute personne de faire valoir une demande de contribution ou d'indemnisation ou autre recours en ce qui concerne toute cause d'action existante ou intentée dans l'avenir, toute telle réclamation, dette,

responsabilité ou obligation étant fondée, en totalité ou en partie, sur des faits existants ou des opérations réalisées avant la Date de dépôt, ou qui auraient été des dettes prouvables en matière de faillite si la Demanderesse avait fait faillite à la Date de dépôt, incluant toute Réclamation de commodité, Réclamation liée à la restructuration ou Réclamation contre un Administrateur ou Dirigeant, et « Réclamations » désigne l'ensemble de celles-ci. Il est entendu que les termes « Réclamation » et « Réclamations » n'incluent pas une Réclamation non visée;

« **Réclamation assurée** » désigne la totalité ou la partie d'une Réclamation découlant d'une cause d'action pour laquelle l'assureur applicable ou un tribunal compétent a confirmé de manière définitive et inconditionnelle que la Demanderesse ou tout Administrateur ou Dirigeant est assuré aux termes d'une Police d'assurance, dans la mesure où cette Réclamation, ou la partie de celle-ci, est ainsi assurée;

« **Réclamation aux fins de votation** » désigne, relativement à un Créancier visé, le montant de la réclamation de ce Créancier visé qui a été accepté à des fins de votation conformément à aux dispositions du Plan, à l'Ordonnance relative au traitement des réclamations et à la LACC, y compris une Réclamation prouvée;

« **Réclamations BNC** » désigne toute Réclamation de la BNC ou toute autre dette ou obligation passée, présente, ou future, due ou pouvant devenir due par la Demanderesse à la BNC et garantie par des sûretés consenties par la Demanderesse sur quelconque de ses biens;

« **Réclamation contre un Administrateur ou Dirigeant** » désigne tout droit ou réclamation de quelque nature que ce soit qu'une Personne peut faire valoir à l'encontre des Administrateurs ou Dirigeants, qu'il soit liquidé ou non, fixe, éventuel, échu ou non, contesté ou non, en droit ou en *equity*, garanti ou non, opposable ou non, actuel ou futur, connu ou inconnu, aux termes d'une garantie, d'une sûreté ou autrement, et qu'il soit ou non de nature exécutoire ou anticipative, y compris le droit ou la capacité de toute personne de faire valoir une demande de contribution ou d'indemnisation ou autre en ce qui concerne toute cause d'action existante ou intentée dans l'avenir, incluant tout droit à une contribution ou indemnisation qu'un Administrateur ou Dirigeant est présumé, en vertu de la loi ou autrement, en droit ou en *equity*, être tenu de payer en sa qualité d'Administrateur ou de Dirigeant;

« **Réclamation de commodité** » désigne une ou plusieurs Réclamations prouvées d'un Créancier visé qui est égale ou inférieure au montant de 1 500 \$;

« **Réclamations de la Couronne prioritaires** » désigne les Réclamations de Sa Majesté du chef du Canada ou de toute province décrites aux paragraphes 6(3) ou 38(2) de la LACC. Il est entendu que les Réclamations de Sa Majesté du chef du Canada ou de toute province qui ne sont pas des Réclamations de la Couronne prioritaires sont des Réclamations visées aux termes des présentes;

« **Réclamation exclue** » désigne tout droit ou toute réclamation qui serait autrement une Réclamation et qui est :

- a) une Réclamation prévue aux alinéas 5.1(2) et 19(2) de la LACC;

- b) une Réclamation garantie par la Charge d'administration ou une réclamation d'indemnisation des Administrateurs qui est garantie par la Charge des Administrateurs;

« **Réclamation garantie** » désigne la Réclamation d'un Créancier garanti, à la hauteur de la valeur de la sûreté de ce Créancier garanti;

« **Réclamation liée à des cartes-cadeaux** » désigne toute réclamation relative à des cartes-cadeaux, des chèques-cadeaux, des dépôts de mise de côté ou d'autres bons d'achat;

« **Réclamation liée à la restructuration** » désigne toute réclamation qu'une Personne peut faire valoir à l'encontre de la Demanderesse à l'égard d'une dette ou d'une obligation de quelque nature que ce soit qui est dû à cette Personne et qui découle de la répudiation ou de la résiliation d'un contrat, d'un bail ou d'une autre convention, qu'elle soit écrite ou verbale, après la Date de dépôt, y compris tout droit ou toute réclamation découlant, directement ou indirectement, des conséquences et de l'incidence de l'acceptation du Plan par les Créanciers visés, de l'homologation du Plan aux termes de l'Ordonnance d'homologation, de la mise en œuvre du Plan ou de toute remise de dette en résultant; étant toutefois entendu qu'une Réclamation liée à la restructuration ne comprend pas une Réclamation exclue. Il est également entendu qu'une Réclamation liée à la restructuration est une Réclamation visée;

« **Réclamations non visées** » désigne :

- a) les Réclamations prioritaires des employés;
- b) les Réclamations exclues;
- c) les Réclamations liées à des cartes-cadeaux;
- d) les Réclamations assurées;
- e) les Dettes commerciales post-dépôt;
- f) les Réclamations de la Couronne prioritaires;
- g) les Réclamations garanties, incluant les Réclamations BNC;

« **Réclamations prioritaires des employés** » désigne les Réclamations suivantes des Employés de la Demanderesse :

- a) les Réclamations égales aux sommes que ces employés auraient été en droit de recevoir en vertu de l'alinéa 136(1)d) du LFI si la Demanderesse avait fait faillite à la Date de dépôt;
- b) les Réclamations au titre de gages, salaires, commissions ou autre rémunération pour services fournis impayés intentées par ces Employés après la Date de dépôt et au plus tard à la Date de mise en œuvre du Plan, y compris, dans le cas des voyageurs de commerce, au titre des

sommes qu'ils ont régulièrement déboursées dans le cadre de leurs activités entre ces dates;

« **Réclamation prouvée** » désigne, à l'égard d'un Créancier, le montant de la Réclamation de ce Créancier tel qu'il a été définitivement établi aux fins de distributions conformément aux dispositions du Plan, de la LACC et de l'Ordonnance relative au traitement des réclamations et « **Réclamations prouvées** » désigne toutes les Réclamations prouvées;

« **Réclamation visée** » désigne toute Réclamation autre qu'une Réclamation non visée;

« **Renseignement supplémentaire** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe [22] de la présente Ordonnance;

« **Résolution** » a le sens qui lui a été attribué au paragraphe B.[8]g) de cette Ordonnance;

« **Site Web** » désigne <https://mnpdettes.ca/fr/restructuration-entreprise/mandats-courants-de-la-societe/boutique-tristan-iseut-inc-ccaa/>.

IN CASE OF DISCREPANCY, THE FRENCH VERSION SHALL PREVAIL

**SUPERIOR COURT
(Commercial Division)**

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTREAL

No.: 500-11-058530-201

DATE: July 6, 2021

BEFORE THE HONOURABLE DAVID R. COLLIER, J.S.C.

IN THE MATTER OF THE COMPROMISE AND ARRANGEMENT OF:

BOUTIQUE TRISTAN & ISEUT INC.
Debtor / Applicant

and

MNP LTD.
Monitor

**ORDER FOR (i) THE PLAN FILING AND CREDITORS' MEETING, (ii) THE
EXTENSION OF THE STAY OF PROCEEDINGS AND (iii) THE PROCESS OF LATE
CLAIMS**

[1] **CONSIDERING** the *Application for an (i) Extension of the Stay of Proceedings, (ii) the Issuance of a Plan Filing and Meeting Order and (iii) the Authorization to process late claims* (the "**Application**") pursuant to the *Companies' Creditors Arrangement Act*, RSC 1985, c C-36, as amended ("**CCAA**"), of the Debtor / Applicant Boutique Tristan & Iseut Inc. (the "**Applicant**") and the affidavit of Ms. Lili Fortin, filed in support thereof;

[2] **CONSIDERING** the representations of counsel made by videoconference at the hearing on the Application;

[3] **CONSIDERING** the provisions of the CCAA;

THE COURT HEREBY:

[4] **GRANTS** the Application.

[5] **ISSUES** an order pursuant to the CCAA (the "**Order**"), divided under the following headings:

- (a) Notification;
- (b) Definitions;
- (c) Extension of the CCAA Stay Period;
- (d) Late Claims Procedure
- (e) Plan of Compromise and Arrangement;
- (f) Form of Documents;
- (g) Notification Procedures;
- (h) Convenience Class Election;
- (i) Creditors' Meeting;
- (j) Notice of Transfers;
- (k) Notices and Communications;
- (l) Sanction Hearing;
- (m) Role of the Monitor;
- (n) Aid and Assistance of Other Courts;
- (o) General Provisions.

A. NOTIFICATION

[6] **ORDERS** that any prior delay for the presentation of this Application is hereby abridged and validated so that the Application is properly returnable today and **GRANTS** an exemption from further notification thereof.

[7] **DECLARES** that sufficient prior notice of the presentation of this Application has been given by the Applicant to interested parties.

B. DEFINITIONS

[8] **DECLARES** that the capitalized terms not otherwise defined in this Order shall have the meanings ascribed in **Schedule A** hereto. Furthermore, the following terms shall have the meanings set out below:

- (a) “**Chair**” shall have the meaning ascribed to such term in Paragraph [41];
- (b) “**Convenience Class Election Notice**” means the notice to be completed and sent by an Affected Creditor who elects to form part of the “Convenience Class” pursuant to Article 3.3 of the Plan, being substantially in the form attached as **Schedule G** hereto;
- (c) “**Creditor Letter**” means the letter to Affected Creditors in substantially the form attached as **Schedule B** hereto;
- (d) “**Meeting Materials**” shall have the meaning ascribed to such term in Paragraph [20];
- (e) “**Notice of Creditors’ Meeting and Sanction Hearing**” means the notice which shall be given to the Affected Creditors of the Creditors’ Meeting to be held for the approval of the Plan, and of the Sanction Hearing of the Plan, being substantially in the form attached as **Schedule C** hereto;
- (f) “**Proxy**” means a proxy and instructions to Affected Creditors for explaining how to complete same, substantially in the form attached as **Schedule D** hereto;
- (g) “**Registration Form**” means a form required to be completed by Affected Creditors in order to attend the Creditors’ Meeting, substantially in the form attached as **Schedule E** hereto; and
- (h) “**Resolution**” means the resolution of the Affected Creditors approving the Plan, being substantially in the form attached as **Schedule F** hereto.

C. EXTENSION OF THE CCAA STAY PERIOD

[9] **EXTENDS** the Stay Period (as defined in the Initial Order) to and including **August 31, 2021**.

D. LATE CLAIMS PROCEDURE

[10] **ORDERS** and **DECLARES** that the following claims (the “**Late Claims**”) shall be deemed to have been filed with the monitor MNP Ltd. (the “**Monitor**”) on or before the Claims Bar Date (as defined in the *Ordonnance prorogant la période de suspension et établissant un processus de réclamation* issued on October 5, 2020 (the “**Claims Procedure Order**”)):

Date of Receipt by the Monitor	Name of the creditor	Amount (CAD)
November 19, 2020	6 Telecom	\$3,378.90
November 25, 2020	CHR Fashion	\$53,815.30
February 15, 2021	Climatisation Refico	\$1,541.68
January 6, 2021	Elmer Olson	\$3,457.94
April 30, 2021	Canada Border Services Agency	\$576,791.24

[11] **AUTHORIZES** the Monitor, in consultation with the Applicant, to process Late Claims for the purpose of allowing, revising or disallowing them, the whole as provided for in the Claims Procedure Order.

E. PLAN OF COMPROMISE AND ARRANGEMENT

[12] **ORDERS** that the Plan of Compromise and Arrangement dated June 30, 2021 and filed by the Applicant, a copy of which is attached as **Schedule H** hereto (as it may be amended, supplemented and restated from time to time, the “**Plan**”) is accepted for filing, and the Applicant is authorized to seek approval of the Plan from the Affected Creditors in the manner set forth herein.

[13] **ORDERS** that the Applicant, in consultation with the Monitor, is authorized, at any time and from time to time at or before the Creditors’ Meeting, to make any amendment, restatement, modification, deletion or supplement to, the Plan, in which case any such amendment, restatement, modification or supplement, shall, for all purposes, be deemed to form part of and be incorporated into the Plan.

[14] **ORDERS** the Applicant to file any supplementary plans referenced in the immediately preceding paragraph with the Court as soon as practicable.

[15] **ORDERS** that the Applicant shall give notice to Affected Creditors of the details of any amendment, restatement, modification, deletion or supplement at the Creditors’ Meeting prior to the vote being taken to approve the Plan.

[16] **DECLARES** that the Applicant may give notice of a proposed modification, amendment or supplement to the Plan at or before the Creditors’ Meeting, which notice shall be considered sufficient if given to those Affected Creditors present at such meeting in person or by proxy.

[17] **ORDERS** that after the Creditors’ Meeting (and both prior to and subsequent to the obtaining of the Sanction Order), the Applicant is authorized, with the consent of the Monitor, at any time and from time to time vary, amend, restate, modify or

supplement the Plan, without the need for obtaining an Order of the Court or providing notice to the Affected Creditors if the Monitor determines that such variation, amendment, restatement, modification or supplement would not be materially prejudicial to the interests of the Affected Creditors under the Plan or the Sanction Order and is necessary in order to give effect to the substance of the Plan or the Sanction Order.

- [18] **DECLARES** that all of the steps provided for in the immediately preceding paragraph shall not require any further vote by or approval by the Affected Creditors or any approval by the Court.

F. FORM OF DOCUMENTS

- [19] **ORDERS** that the forms of: (i) the Notice of Creditors' Meeting and Sanction Hearing, (ii) the Creditor Letter, (iii) the Proxy, (iv) the Registration Form, (v) the Resolution, and (vi) the Convenience Class Election Notice are each approved, and the Monitor, in consultation with the Applicant, is authorized to make such minor changes to such forms of documents as it considers necessary or desirable, notably to conform the content thereof to the terms of the Plan or this Order or any further Orders of the Court.

G. NOTIFICATION PROCEDURES

- [20] **ORDERS** that the Monitor shall cause to be sent, by regular mail, courier or e-mail a copy of the Notice of Creditors' Meeting and Sanction Hearing, the Creditor Letter, the Proxy, the Resolution, the Registration Form, the Convenience Class Election Notice, the Plan, and this Order (collectively, with the Report of the Monitor which will explain the contents of the Plan to the Creditors, the "**Meeting Materials**"), in English and in French, as soon as reasonably practicable after the granting of this Order and, in any event, no later than 5:00 p.m. (Montréal time) on July 9, 2021 to each Affected Creditor as of the date of this Order at the address for such Affected Creditor set out in such Affected Creditor's Proof of Claim or to such other address that has been provided to the Monitor by such Affected Creditor pursuant to Paragraph [44] or [47].

- [21] **ORDERS** that the Monitor shall:

- (a) Forthwith publish on the Website an electronic copy of the Meeting Materials;
- (b) Email a copy of the Meeting Materials to the Notification List; and
- (c) Provide a copy of the Meeting Materials to any Affected Creditor upon written request by such Affected Creditor, provided that such written request is received by the Monitor no later than three (3) Business Days prior to the Creditors' Meeting (or any adjournment thereof).

- [22] **ORDERS** that the Applicant and the Monitor are hereby authorized to provide such supplemental information (“**Additional Information**”) to the Meeting Materials as the Applicant may determine, with the consent of the Monitor, and such Additional Information shall be distributed or made available by posting on the Website and notified on the Notification List, and any such other method of delivery that the Applicant, with the consent of the Monitor, determines is appropriate.
- [23] **ORDERS** that the publications and/or delivery referred to in Paragraphs [20], [21] and [22] hereof, shall constitute good and sufficient notification of the Meeting Materials on all Persons who may be entitled to receive notice thereof, and no other form of notice need be made on such Persons, and no other document or material need be notified on such Persons in respect of these proceedings.
- [24] **ORDERS** that the non-receipt of a copy of the Meeting Materials beyond the reasonable control of the Monitor shall not constitute a breach of this Order and the non-receipt shall not invalidate any resolution passed or proceedings taken at the Creditors’ Meeting.

H. CONVENIENCE CLASS ELECTION

- [25] **ORDERS** that Affected Creditors who are not Convenience Class Creditors may elect to form part of the “Convenience Class” pursuant to Article 3.3 of the Plan by sending a Convenience Class Election Notice prior to the Proxy Deadline, failing which they will be deemed to be a member of the Affected Creditors Class for the purposes of distributions under the Plan.
- [26] **ORDERS** that Affected Creditors who have elected to form part of the “Convenience Class” pursuant to Article 3.3 of the Plan shall be entitled to elect to receive the lesser of (A) \$1,500 or (B) the amount of its Convenience Class Claim, in full and final satisfaction of the Proven Claim(s).
- [27] **ORDERS** that Affected Creditors who have elected to form part of the “Convenience Class” pursuant to Article 3.3 of the Plan shall be deemed to vote in favour of the Plan in accordance with paragraph **Error! Reference source not found.** of this Order.

I. CREDITORS’ MEETING

- [28] **ORDERS** that the Monitor is hereby authorized to call, hold and conduct the Creditors’ Meeting on August 5, 2021, by videoconference or teleconference, for the purpose of voting upon, with or without variation, the Resolution to approve the Plan and to consider and, if appropriate, approve the Plan at a place, date and time as shall be set forth in the Notice of Creditors’ Meeting and Sanction Hearing.
- [29] **ORDERS** that the only Persons entitled to attend the Creditors’ Meeting are:
- (a) Affected Creditors, their legal representatives and their Proxy holders, provided that in each case, such Person has completed and submitted by

email the required Registration Form by the Proxy Deadline (as defined below);

- (b) representatives of the Applicant, members of the board of directors of the Applicant and their representatives, representatives of the Monitor, the Chair and their respective legal and financial advisors; and
 - (c) any other Person admitted to the Creditors' Meeting on invitation of the Applicant or the Monitor.
- [30] **ORDERS** that any Proxy which any Affected Creditor wishes to submit in respect of a Creditors' Meeting (or any adjournment, postponement or other rescheduling thereof) must be substantially in the form attached hereto as **Schedule "D"** (or in such other form acceptable to the Monitor or the Chair).
- [31] **ORDERS** that any Proxy in respect of the Creditors' Meeting (or any adjournment, postponement or other rescheduling thereof) must be received by the Monitor in accordance with Paragraph [47] hereof by 5:00 p.m. (Montréal time) August 3, 2021 by 5:00 p.m. (the "**Proxy Deadline**"), being two (2) Business Days prior to the date set for the Creditors' Meeting in Paragraph [28] hereof. The Monitor is hereby authorized to use reasonable discretion as to the adequacy of compliance with respect to the manner in which a Proxy is completed.
- [32] **ORDERS** that, in the absence of instruction to vote for or against the approval of the Resolution in a duly signed and returned Proxy that appoints a representative of the Monitor as Proxy holder, the Proxy shall be deemed to include instructions to vote for the approval of the Resolution, provided the Proxy holder does not otherwise revoke the Proxy by written notice to the Monitor delivered so that it is received by the Monitor no later than the Proxy Deadline.
- [33] **ORDERS** that the quorum required at the Creditors' Meeting shall be one Affected Creditor having a Voting Claim present at such meeting in person or by proxy. If the requisite quorum is not present at the Creditors' Meeting, then the Creditors' Meeting shall be adjourned by the Chair to such time and place as the Chair deems necessary or desirable.
- [34] **ORDERS** that the Chair, with the consent of the Applicant, not to be unreasonably withheld, is authorized to adjourn, postpone or otherwise reschedule the Creditors' Meeting on one or more occasions to such time(s), date(s) and place(s) as the Chair, with the consent of the Applicant deems necessary or desirable (without the need to first convene any such Creditors' Meetings for the purpose of any adjournment, postponement or other rescheduling thereof). None of the Applicant, the Chair or the Monitor shall be required to deliver any notice of the adjournment, postponement or rescheduling of the Creditors' Meeting or adjourned Creditors' Meeting, as applicable, provided that the Monitor shall:
- (a) announce the adjournment, postponement or rescheduling of the Creditors' Meeting or adjourned Creditors' Meeting to the participants, if the

commencement of the Creditors' Meeting(s) has occurred prior to the adjournment, postponement or rescheduling;

- (b) forthwith post notice of the adjournment, postponement or rescheduling on the Website; and
 - (c) forthwith provide notice of the adjournment, postponement or rescheduling to the Notification List. Any Proxies validly delivered in connection with the Creditors' Meeting(s) shall be accepted as Proxies in respect of any adjourned, postponed or rescheduled Meeting(s).
- [35] **ORDERS** that by a simple vote of a majority in number of the Voting Claims of Persons present and entitled to vote at the Creditors' Meeting or by proxy, the Creditors' Meeting may be adjourned or re-adjourned to a subsequent date, time and place as determined by such Persons in connection with such vote and in such case no further notice will be necessary.
- [36] **ORDERS** that the only Persons entitled to vote at the Creditors' Meeting shall be Creditors with a Voting Claim and their proxy holders. Each Creditor with a Voting Claim will be entitled to one vote equal to the value in dollars of its Voting Claim.
- [37] **ORDERS** that Affected Creditors who have elected to form part of the "Convenience Class" pursuant to Article 3.3 of the Plan shall be deemed to vote in favour of the Plan.
- [38] **ORDERS** that a Voting Claim shall not include fractional numbers and shall be rounded down to the nearest whole Canadian dollar amount.
- [39] **ORDERS** that the Monitor shall keep a separate record of the votes cast by Creditors with Voting Claims determined by the Monitor for voting purposes only in accordance with Paragraph 15 of the Claims Procedure Order and shall report to the Court with respect thereto at the Sanction Application.
- [40] **ORDERS** that the results of any vote conducted at the Creditors' Meeting shall be binding on all Creditors, whether or not any such Creditor is present or voting at the Creditors' Meeting.
- [41] **ORDERS** that a representative of the Monitor shall preside as the chair of the Creditors' Meeting (the "**Chair**") and, subject to any further order of this Court, shall decide all matters relating to the conduct of such Creditors' Meeting. The Applicant and any Creditor with a Voting Claim may appeal from any decision of the Chair to the Court, within three (3) Business Days of any such decision.
- [42] **DECLARES** that, at the Creditors' Meeting, the Chair will be authorized to direct a vote on the Resolution to approve the Plan, and any amendments thereto made in accordance with Paragraph [13] of this Order.
- [43] **ORDERS** that the Monitor may appoint scrutineers for the supervision and tabulation of the attendance, quorum and votes cast at the Creditors' Meeting and

that a Person designated by the Monitor shall act as secretary at the Creditors' Meeting.

J. NOTICE OF TRANSFERS

- [44] **ORDERS** that, for purposes of voting at the Creditors' Meeting, if a Creditor who has a Voting Claim transfers or assigns all of its Voting Claim and the transferee or assignee delivers evidence satisfactory to the Monitor of its ownership of all of such Voting Claim and a written request to the Monitor, not later than 5:00 pm on the date that is seven (7) days prior to the date of the Creditors' Meeting, or such later time that the Monitor may agree to, that such transferee's or assignee's name be included on the list of Creditors entitled to vote, either in person or by proxy, the transferor's or assignor's Voting Claim at the Creditors' Meeting in lieu of the transferor or assignor.
- [45] **ORDERS** that, for purposes of distributions to be effected pursuant to the Plan, if a Creditor transfers or assigns the whole of its Voting Claim to another Person, neither the Applicant, nor the Monitor shall be obligated to deal with the transferee or assignee of the Voting Claim as the Creditor in respect thereof unless and until notice of the transfer or assignment from either the transferor, assignor, transferee or assignee, together with satisfactory evidence showing that such transfer or assignment was valid at law, has been received by the Monitor at least five (5) Business Days prior to any distribution under the Plan.
- [46] **ORDERS** that if the holder of a Voting Claim or any subsequent holder of the whole of a Voting Claim who has been acknowledged by the Monitor as the Creditor in respect of such Claim, transfers or assigns the whole of such Claim to more than one Person or part of such Claim to another Person or Persons, such transfer or assignment shall not create a separate Voting Claim or Voting Claims and such Claim shall continue to constitute and be dealt with as a single Voting Claim notwithstanding such transfer or assignment, and the Monitor and the Applicant shall in each such case not be bound to recognize or acknowledge any such transfer or assignment and shall be entitled to give notices to and to otherwise deal with such Claim only as a whole and then only to and with the Person last holding such Claim in whole as the Creditor in respect of such Claim, provided such Creditor may by notice in writing to the Monitor direct that subsequent dealings in respect of such Claim, but only as a whole, shall be with a specified Person and in such event, such Creditor, such transferee or assignee of the Claim as a whole shall be bound by any notices given or steps taken in respect of such Claim with such Person in accordance with this Order.

K. NOTICES AND COMMUNICATIONS

- [47] **ORDERS** that any notice or other communication to be given under this Order by an Affected Creditor to the Monitor or the Applicant shall be in writing and will be sufficiently given only if given by fax, courier or email communication addressed to:

Monitor: **MNP Ltd.**
1155 René-Lévesque Boulevard West
Suite 2300
Montréal, Québec H3B 4V2
Attention: Gaetano Di Guglielmo
Fax: 514.932.9195
Email: Gaetano.DiGuglielmo@mdp.ca

With a copy to: **Borden Ladner Gervais LLP**
1000 De La Gauchetière Street West
Suite 900
Montréal, Québec H3B 5H4
Attention: Mtre Marc Duchesne and
Mtre Éloïse Duplessis
Fax: 514.954.1905
Email: MDuchesne@blg.com and
EDuplessis@blg.com

Applicant: **Boutique Tristan & Iseut Inc.**
20 Des Seigneurs Street
Montréal, Québec H3K 3K3
Attention: Lili Fortin, President
Fax: 514.935.1233
Email: Lili.fortin@tristanstyle.com

With a copy to: **Stikeman Elliott LLP**
1155 René-Lévesque Boulevard West
Suite 4100
Montréal, Québec H3B 3V2
Attention: Mtre Joseph Reynaud and
Mtre Vincent Lanctôt-Fortier
Fax: 514.397.3222
Email: Jreynaud@stikeman.com and
Vlanctotfortier@stikeman.com

[48] **ORDERS** that any document sent by the Monitor pursuant to this Order may be sent by regular mail, registered mail, fax, courier, email or other means of electronic communication. A Creditor shall be deemed to have received any document sent pursuant to this Order three (3) Business Days after the document is sent by regular mail or registered mail and one (1) Business Day after the document is sent by fax, courier, email or other means of electronic communication. Documents shall not be sent by regular or registered mail during a postal strike or work stoppage of general application.

L. SANCTION HEARING

- [49] **ORDERS** that the Monitor shall provide a report to the Court as soon as practicable after the Creditors' Meeting (the "**Monitor's Report Regarding the Creditors' Meeting**") with respect to:
- (a) the results of voting at the Creditors' Meeting;
 - (b) whether the Required Majority has approved the Plan;
 - (c) the separate tabulation required by Paragraph [39] hereof, if applicable; and
 - (d) in its discretion, any other matter relating to the Applicant's application(s) seeking sanction of the Plan.
- [50] **ORDERS** that in the event the Plan has been approved by the Required Majority of the Affected Creditors, the Applicant may seek the sanction of the Plan before this Court on or about August 10, 2021 (the "**Sanction Application**"), or such later date as the Monitor may advise the Notification List in these proceedings, provided that such later date shall be acceptable to the Applicant and the Monitor.
- [51] **ORDERS** that an electronic copy of the Monitor's Report Regarding the Creditors' Meeting, the Report on the Plan, the Report on the results of the vote, the Plan, and a copy of the materials filed in respect of the Sanction Application shall be posted on the Website prior to the hearing in respect of the Sanction Application.
- [52] **ORDERS** that notification of this Order by the Applicant to the parties on the Notification List, the delivery of the Meeting Materials in accordance with Paragraph [20] hereof and the posting of the Meeting Materials on the Website in accordance with Paragraph [21] hereof shall constitute good and sufficient service and notice of the Sanction Application.
- [53] **ORDERS** that in the event that the Sanction Application is adjourned, only those Persons appearing on the Notification List as of the date of notification shall be notified with notice of the adjourned date.
- [54] **ORDERS** that any person who wishes to oppose the Sanction Application shall notify the parties on the Notification List, and file with the Court a copy of the materials to be used to oppose the Sanction Application by no later than 5:00 p.m. (Montréal time) on August 9, 2021 or, if applicable, four Business days prior to any adjourned or rescheduled Sanction Application.

M. ROLE OF THE MONITOR

- [55] **ORDERS** that the Monitor, in addition to its prescribed rights and obligations under the CCAA, the Initial Order and the Claims Procedure Order, is directed and empowered to take such other actions and fulfill such other roles as are authorized by this Order.

[56] **ORDERS** that:

- (a) In carrying out the terms of this Order, the Monitor shall have all the protections given to it by the CCAA, the Initial Order, the Claims Procedure Order, and any other Order granted in these CCAA Proceedings and as an officer of the Court, including the stay of proceedings in its favour;
- (b) The Monitor shall incur no liability or obligation as a result of carrying out the provisions of this Order, save and except for any gross negligence or wilful misconduct on its part;
- (c) The Monitor shall be entitled to rely on the books and records of the Applicant and any information provided by the Applicant, and any information acquired by the Monitor as a result of carrying out its duties under this Order without independent investigation, and the Monitor shall not be liable for any claims or damages resulting from any errors or omissions in such books, records or information.

N. AID AND ASSISTANCE OF OTHER COURTS

[57] **REQUESTS** the aid and recognition of any Court, tribunal, regulatory or administrative body in any Province of Canada and any Canadian federal court or in the United States of America and any court or administrative body elsewhere, to give effect to this Order and to assist the Applicant, the Monitor and their respective agents in carrying out the terms of this Order. All Courts, tribunals, regulatory and administrative bodies are respectfully requested to make such orders and to provide such assistance to the Applicant and the Monitor as may be necessary or desirable to give effect to this Order, and to act in aid of and to be complementary to this Court, in carrying out the terms of this Order.

O. GENERAL PROVISIONS

[58] **ORDERS** that the following Schedules form part of this Order:

- (a) Schedule A – Definitions;
- (b) Schedule B – Creditor Letter;
- (c) Schedule C – Notice of Creditors' Meeting and Sanction Hearing;
- (d) Schedule D – Proxy;
- (e) Schedule E – Registration Form;
- (f) Schedule F – Form of Resolution;
- (g) Schedule G – Convenience Class Election Notice; and

(h) Schedule H – Plan.

- [59] **ORDERS** that the Monitor shall use reasonable discretion as to the adequacy of completion and execution of any document completed and executed pursuant to this Order and, where the Monitor is satisfied that any matter to be proven under this Order has been adequately proven, the Monitor may waive strict compliance with the requirements of this Order as to the completion and execution of documents.
- [60] **ORDERS** that subject to any further Order of this Court, in the event of any conflict, inconsistency, ambiguity or difference between the provisions of the Plan and this Order, the terms, conditions and provisions of the Plan shall govern and be paramount, and any such provision of this Order shall be deemed to be amended to the extent necessary to eliminate any such conflict, inconsistency, ambiguity or difference.
- [61] **ORDERS** that references in this Order to the singular include the plural, to the plural include the singular.
- [62] **ORDERS** that the Monitor may apply to this Court for advice and direction in connection with the discharge or variation of its powers and duties under this Order.
- [63] **ORDERS** the provisional execution of this Order notwithstanding appeal and without security.

THE WHOLE WITHOUT COSTS.

DAVID R. COLLIER, J.S.C.

MTRE JOSEPH REYNAUD
MTRE VINCENT LANCTÔT-FORTIER
STIKEMAN ELLIOTT LLP
COUNSEL TO THE APPLICANT

MTRE MARC DUCHESNE
MTRE ÉLOÏSE DUPLESSIS
BORDEN LADNER GERVAIS LLP
COUNSEL TO THE MONITOR

Hearing date: July 6, 2021

SCHEDULE "A" - DEFINITIONS

Capitalized terms used and not otherwise defined herein shall have the meaning ascribed to them in the Plan.

"**2324**" means 2324-3637 Québec Inc.;

"**Additional Information**" has the meaning ascribed thereto in Paragraph 22 of this Order;

"**Administration Charge**" has the meaning ascribed to such term in Paragraph 35 of the Initial Order;

"**Affected Claim**" means any Claim other than an Unaffected Claim;

"**Affected Creditor**" means any Creditor with an Affected Claim, but only with respect to and to the extent of such Affected Claim;

"**Applicant**" means Boutique Tristan & Iseut Inc.;

"**BIA**" means the *Bankruptcy and Insolvency Act*, RSC 1985, c B-3;

"**BIA Proceedings**" means the proceedings against the Applicant that were commenced under the BIA;

"**Business Day**" means a day, other than a Saturday, a Sunday, or a holiday (as defined in article 82 of the *Quebec Code of Civil Procedure*, RSQ., c. C-25.01);

"**CCAA**" has the meaning assigned to it in the recitals;

"**CCAA Proceedings**" means the CCAA proceedings in respect of the Applicant before the Court commenced, taken up and continued under the CCAA;

"**Certificate of Implementation**" has the meaning set forth in Section 7.3 of the Plan;

"**Chair**" has the meaning ascribed thereto in Paragraph 41 of this Order;

"**Claim**" means any claim that a Person has against the Applicant in connection with any indebtedness, liability or obligation of any kind of the Applicant owed to such Person and any interest, or penalties accrued thereon or costs payable in respect thereof, whether liquidated or unliquidated, fixed, contingent, matured or unmatured, disputed or undisputed, legal, equitable, unsecured, present or future, known or unknown, and whether or not such right is executory or anticipatory in nature, including the right or ability of any Person to advance a claim for contribution or indemnity or otherwise with respect to any cause in action, whether existing or commenced in the future, which claim, indebtedness, liability or obligation is based in whole or in part on facts existing, or transactions which occurred, prior to the Filing Date, or which would have been claims provable in bankruptcy had the Applicant become bankrupt on the Filing Date, and shall include, without limitation, any Convenience Class Claim, any Restructuring Claim and any Director/Officer Claim, and "Claims" means all of them. For greater certainty, "Claim" or "Claims" shall not include any Unaffected Claim;

"Claims Bar Date" means as set forth in the Claims Procedure Order, November 11, 2020 at 5:00 p.m. (Montreal time), or for the Creditor with a Restructuring Claim, the later of (a) November 11, 2020 at 5:00 p.m. (Montreal time) and (b) thirty (30) days following the date of receipt by the Creditor of a notice from the Applicant giving rise to a Restructuring Claim;

"Claims Procedure Order" means the *Ordonnance prorogeant la période de suspension et établissant un processus de réclamation* issued on October 5, 2020 by the Court in the BIA Proceedings, whose application to the Proceedings under the CCAA Proceedings was ordered *mutatis mutandis* under the Initial Order;

"Convenience Class" means the category comprising all Convenience Class Creditors;

"Convenience Class Claim" means one or more Proven Claims of an Affected Creditor that is equal to or less than the amount of \$1,500;

"Convenience Class Creditor" means an Affected Creditor having a Convenience Class Claim or an Affected Creditor who has elected to form part of the "Convenience Class" pursuant to Article 3.3 of the Plan;

"Convenience Class Election Notice" has the meaning ascribed thereto in Paragraph 8(b) of this Order;

"Court" means the Superior Court, sitting in the Commercial Division, in and for the judicial district of Montreal;

"Creditor(s)" means any Person(s) having a Claim and may, where the context requires, include the assignee of a Claim or a trustee, interim receiver, receiver, receiver and manager, liquidator or other Person acting on behalf of such Person(s);

"Creditor Letter" has the meaning ascribed thereto in Paragraph [8]c) of this Order;

"Creditors' Meeting" means the meeting of Affected Creditors to be convened for the purposes of voting on the Plan, or any adjournment of such meeting, as contemplated herein;

"Crown Priority Claims" means any Claims of Her Majesty the Queen in right of Canada or in right of any province as described in Section 6(3) or Section 38(2) of the CCAA. Any Claim of Her Majesty the Queen in right of Canada or in right of any Province other than Crown Priority Claims shall be an Affected Claim hereunder;

"Desfort" means Desfort Inc.;

"Director/Officer Claim" means any right or claim of any Person against one or more of the Directors and/or Officers howsoever arising, whether or not such right or claim is reduced to judgment, liquidated, unliquidated, fixed, contingent, matured or unmatured, disputed or undisputed, legal, equitable, secured or unsecured, perfected or unperfected, present or future, known or unknown, by guarantee, surety or otherwise, and whether or not such right is executory or anticipatory in nature, including the right or ability of any Person to advance a claim for contribution or indemnity or otherwise with respect to any

cause in action, whether existing or commenced in the future, including any right of contribution or indemnity, for which any Director or Officer is alleged to be, by statute or otherwise by law or equity, liable to pay in his or her capacity as a Director or Officer.

"**Directors**" means all of the Applicant's past and present directors as well as any Persons who were or are deemed to be directors of the Applicant pursuant to any applicable Laws;

"**Directors' Charge**" has the meaning ascribed to such term in Paragraph 21 of the Initial Order;

"**Employee**" means anyone who is or was or may be deemed to be or have been, whether by law or otherwise, a current or former employee of the Applicant whether on a full-time, part-time or temporary basis, other than a Director or Officer, including any individuals on disability leave, parental leave or other absence;

"**Employee Priority Claims**" means the following Claims of Employees of the Applicant:

- Claims equal to the amounts that such Employees would have been qualified to receive under paragraph 136(1)(d) of the BIA if the Applicant had become bankrupt on the Filing Date; and
- Claims for unpaid wages, salaries, commissions or compensation for services rendered by such Employees after the Filing Date and on or before the Plan Implementation Date together with, in the case of travelling salespersons, disbursements properly incurred by them in and about the business during the same period;

"**Excluded Claim**" means any right or claim that would otherwise be a Claim that is:

- a) Claim enumerated in sections 5.1(2) and 19(2) of the CCAA; and
- b) Claim secured by the Administration Charge and any indemnity claims of Directors that are secured by the Directors' Charge;

"**Filing Date**" means July 21, 2020, being the date on which the Applicant commenced its restructuring in the Proceedings under the BIA, which proceedings were subsequently taken up and continued by the CCAA Proceedings under the CCAA;

"**Gift Card Claim**" means any claim with respect to gift-cards, gift certificates, lay-away deposits and other customer certificates;

"**Initial Order**" means the *Ordonnance continuant les procédures de restructuration sous la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* issued on January 20, 2021 by the Court continuing the BIA Proceedings into the CCAA Proceedings;

"**Insurance Policy**" means any insurance policy maintained by the Applicant pursuant to which the Applicant or any Director or Officer is insured;

"**Insured Claim**" means all or that portion of a Claim arising from a cause of action for which the applicable insurer or a court of competent jurisdiction has definitively and

unconditionally confirmed that the Applicant or any Director or Officer is insured under an Insurance Policy, to the extent that such Claim, or portion thereof, is so insured;

"**Meeting Materials**" has the meaning ascribed thereto in Paragraph 20 of this Order;

"**Monitor**" means MNP Ltd., in its capacity as Court-appointed monitor of the Applicant and not in its personal or corporate capacity;

"**Monitor's Report Regarding the Creditors' Meeting**" has the meaning ascribed thereto in Paragraph 49 of this Order;

"**NBC**" means the National Bank of Canada;

"**NBC Claims**" means any Claims of NBC or any other past, present or future debts or obligations owing or to become owing by the Applicant to NBC, and secured by security interests granted by the Applicant any of its assets;

"**Notice of Creditors' Meeting and Sanction Hearing**" has the meaning ascribed thereto in Paragraph 8(e) of this Order;

"**Officers**" means all of the Applicant's past and present officers as well as any Persons who were or are deemed to be officers of the Applicant pursuant to any applicable Laws;

"**Order**" means an order of the Court made in the CCAA Proceedings;

"**Person**" means any individual, corporation, limited or unlimited liability, Applicant, general or limited partnership, association, trust, trustee, liquidator, executor, estate administrator, personal representative, estate representative, estate, unincorporated organization, joint venture, governmental body or agency, or any other entity;

"**Plan**" has the meaning ascribed thereto in Paragraph 12 of this Order;

"**Plan Implementation Conditions**" has the meaning set forth in Section 7.2 of the Plan;

"**Plan Implementation Date**" means the Business Day on which all of the Plan Implementation Conditions have been fulfilled or waived and the Plan has become effective, as evidenced by the Certificate of Implementation, to be filed with the Court;

"**Post-Filing Trade Payables**" means trade payables that were incurred by the Applicant (a) in respect of goods or services provided to the Applicant after the Filing Date and before the Plan Implementation Date; (b) in the ordinary course of business; and (c) in compliance with the Initial Order and other Orders issued in connection with the CCAA Proceedings;

"**Proof of Claim**" has the meaning set forth in the Claims Procedure Order;

"**Proven Claim**" means, in respect of a Creditor, the amount of the Claim of such Creditor as finally determined for distribution purposes in accordance with the provisions of the Plan, the CCAA and the Claims Procedure Order and "**Proven Claims**" means all of them;

"**Proxy**" has the meaning ascribed thereto in Paragraph 8(f) of this Order;

"**Proxy Deadline**" has the meaning ascribed thereto in Paragraph 31 of this Order;

"**Registration Form**" has the meaning ascribed thereto in Paragraph 8(g) of this Order;

"**Required Majority**" means a majority in number of the Affected Creditors having Voting Claims representing not less than 66^{2/3} % in value of the Voting Claims of such Affected Creditors who actually vote (in person or by proxy) at the Creditors' Meeting or are deemed to have voted in accordance with the Plan and hereunder;

"**Resolution**" has the meaning ascribed thereto in Paragraph 8(h) of this Order;

"**Restructuring Claim**" means any right or claim of any Person against the Applicant in connection with any indebtedness or obligation of any kind owed to such Person arising out of the Applicant's disclaimer, resiliation, termination of any contract, lease or other agreement whether written or oral, after the Filing Date, and includes any right or claim resulting, directly or indirectly, from the consequences and effects of the Plan's acceptance by the Affected Creditors, the Plan's sanction by the Sanction Order, the Plan's implementation and any debt forgiveness resulting from any of the foregoing; provided, however, that a Restructuring Claim shall not include an Excluded Claim. For greater certainty, a Restructuring Claim is an Affected Claim;

"**Sanction Application**" has the meaning ascribed thereto in Paragraph 50 of this Order;

"**Sanction Hearing**" means the Court hearing in respect of the Sanction Application;

"**Sanction Order**" means the Order to be made under the CCAA sanctioning the Plan, as such Order may be affirmed, amended or modified by the Court at any time prior to the Plan Implementation Date, in form and content which is satisfactory to the Applicant, acting reasonably;

"**Secured Claim**" means the Claim of a Secured Creditor, to the extent of the value of such Secured Creditor's security;

"**Secured Creditor**" has the meaning set forth in the CCAA, but only to the extent that such Creditor's mortgage, hypothec, pledge, charge, lien, privilege, security interest or other rights over the property of the Applicant was valid, opposable, perfected, and could be set up against third parties, including a trustee to the Applicant's bankruptcy, on both the Filing Date and the Claims Bar Date, failing which that Secured Creditor will be deemed to be an "**Unsecured Creditor**", as defined in the CCAA. For all purposes under the Plan, NBC, Desfort and 2324 are Secured Creditors;

"**Notification List**" means the service list in the CCAA Proceedings;

"**Unaffected Claim**" means:

- a) any Employee Priority Claims;
- b) any Excluded Claims;

- c) any Gift Card Claims;
- d) any Insured Claims;
- e) any Post-Filing Trade Payables;
- f) any Crown Priority Claims; and
- g) any Secured Claims, including any NBC Claims;

"Voting Claim" means, in respect of an Affected Creditor, the amount of such Affected Creditor's claim which has been accepted for voting purposes in accordance with the provisions of the Plan, the Claims Procedure Order and the CCAA, and includes, for greater certainty, a Proven Claim;

"Website" means <https://mnpdebt.ca/en/corporate/corporate-engagements/boutique-tristan-iseut-inc-ccaa/>